

La dette wallonne est à nouveau dans le collimateur de l'Europe

Elle pourrait augmenter de 5,5 milliards d'euros pour atteindre 16,7 milliards.

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

Inutile de tourner autour du pot, depuis quelques jours, les négociateurs PS et cdH s'arrachent les cheveux à Namur. Et après la période de samba qui a animé l'accord de partenariat conclu entre Paul Magnette, Elio Di Rupo pour le PS, et Benoît Lutgen pour le cdH, place à la réalité des chiffres.

Le cadre budgétaire qui attend le prochain gouvernement n'est pas facile. Et l'arrivée de nouvelles compétences issues de la sixième réforme de l'État oblige la Wallonie à prévoir d'importants efforts financiers.

Si, du côté des négociateurs PS et cdH, on se refuse à émettre le moindre commentaire, une récente étude menée par l'Université de Namur évalue l'effort budgétaire à 2,1 milliards d'euros pour la prochaine législature à politique inchangée.

Derrière cette perspective peu réjouissante, l'Europe vient jouer les trouble-fête. Depuis quelques jours, différents experts du PS et du cdH négocient avec l'Institut des comptes nationaux afin de désamorcer une autre bombe: une nouvelle requalification de la dette wal-

lonne.

D'après nos informations, Eurostat est d'avis d'intégrer dans le périmètre wallon les sociétés de logements sociaux. Le couperet devrait tomber en septembre et il pourrait se solder par une hausse de la dette de 5,5 milliards d'euros. Cette nouvelle révision ferait ainsi passer la dette wallonne de 11,2 à 16,7 milliards d'euros.

Si, d'un point de vue strictement budgétaire, cela ne devrait rien changer, les négociateurs ne veulent pas prendre de risques.

La dette wallonne pourrait gonfler de 5,5 milliards

Eurostat devrait intégrer dans le périmètre de la dette wallonne les sociétés de logements sociaux. Cette décision va faire passer à 16,7 milliards la dette wallonne. Le point inquiète les négociateurs PS-cdH.

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

Petit vent de panique à l'Elysette... Si peu d'informations ont filtré jusqu'ici des rencontres organisées au siège de l'exécutif wallon à Namur entre les représentants du cdH et du PS en vue de rédiger la prochaine déclaration de politique régionale de la Wallonie, les discussions se font le stress au ventre.

Après les ambiances de samba post-élections et les grandes embrassades entre les présidents du PS, Elio Di Rupo et Paul Magnette, et Benoît Lutgen du cdH en vue de former une majorité politique dans le sud du pays, place à la réalité des chiffres. Bonjour la migraine! D'après nos informations, l'Europe pourrait venir jouer les trouble-fête. C'est la dette wallonne qui se trouverait une fois de plus dans le viseur des services de la Commission européenne.

Négociations avec l'ICN

Alors que les techniciens du PS et du

cdH s'arrachent les cheveux sur la question du cadre budgétaire et des perspectives économiques pas très réjouissantes qui attendent le prochain gouvernement (lire encadré), d'autres experts tentent de désamorcer une autre bombe: la dette wallonne. D'après nos informations, Eurostat serait sur le point de revoir une nouvelle fois à la hausse la dette wallonne. Le couperet devrait tomber en septembre et il pourrait se solder par une hausse de la dette de 5,5 milliards d'euros.

Les responsables du PS et du cdH ont mandaté plusieurs techniciens pour mener dans le plus grand secret des discussions avec les services de l'Institut des comptes nationaux (ICN). L'affaire inquiéterait même différents responsables du PS. On se souviendra forcément de l'épisode de janvier dernier qui avait déjà provoqué un sacré vent de panique à Namur. Sous la pression d'Eurostat (le gendarme financier de la Commission européenne), l'ICN avait revu la dette wallonne, la faisant passer de 6,2 milliards à 11,2 milliards. Ce repérimétrage s'est basé sur l'évolution de la jurisprudence européenne, évolution qui vise à présenter une image plus fidèle de l'état des finances publiques. En l'occurrence, cela signifie réintégrer

dans le périmètre de consolidation une série d'outils financiers et d'organismes créés pour débudgétiser des investissements publics. La Sofico (financement des autoroutes) et la SRIW (bras financier de la Wallonie) ont été intégrées dans le périmètre par l'ICN.

Les logements sociaux dans le viseur

Les choses risquent donc de se répéter. Ainsi, et même si la décision n'est pas encore tombée, Eurostat estime que les sociétés de logements sociaux doivent intégrer le périmètre public. L'Europe obligerait donc la Wallonie à intégrer dans sa dette celles des sociétés wallonnes de logements. En gros, cela signifie que la dette de la Wallonie va gonfler de près 5,5 milliards d'euros et du même coup avoisiner les 16,7 milliards. Eurostat ne devrait pas s'arrêter aux logements sociaux wallons. Ceux de Flandre sont également dans le viseur européen.

Si, d'un point de vue strictement budgétaire, cela ne devrait rien changer pour le contribuable wallon qui payait déjà les charges liées aux emprunts des logements sociaux, cette évolution est un élément que les négociateurs PS et cdH doivent intégrer dans le cadre budgétaire de la Région.

Le cadre budgétaire sera serré pour la Wallonie

Inutile de tourner autour du pot: les perspectives budgétaires qui attendent le prochain gouvernement wallon sont difficiles. La Wallonie ne pourra pas échapper à l'austérité. Après avoir réussi à économiser 1,9 milliard d'euros entre 2009 et 2014, la Région devra fournir un effort similaire.

Les négociateurs sont jusqu'ici restés muets sur le montant de la facture. «Pas de commentaires», se bornent à dire les responsables du PS et du cdH. Pourquoi tant de fébrilité? D'après une étude que vient de réaliser le Centre de Recherche en

Économie Régionale et Politique Économique (CERPE) de l'Université de Namur, dès 2015, les comptes de la Région wallonne replongent dans une spirale négative. La cause est à chercher dans le transfert de compé-

tences vers la Région le 1^{er} janvier 2015. Ces nouvelles matières ne s'accompagneront pas du flux financier suffisant. La question qui trotte dans la tête des différents négociateurs wallons est donc assez simple: «Comment faire face financièrement aux nouvelles compétences tout en évitant une trop longue période d'austérité?».

Les deux prochaines années vont être cruciales. D'après les estimations des chercheurs du CERPE, l'impact de la 6^e réforme de l'état se chiffrera à 287 millions d'euros dès 2015. En 2016, on arrive même à un poids de 536 millions. Si, d'après l'étude, les conséquences sur le solde primaire (la différence entre les dépenses et les recettes) de la Région wallonne se limitent à un déficit de 73 millions d'euros en 2015 et de 275 millions en 2016, les choses se corsent dès qu'on intègre les charges financières liées à la dette de la Wallonie et les nouvelles règles comptables européennes SEC 95. Dès 2015,

le déficit wallon se chiffre à 358 millions d'euros. Il plonge même à 632 millions l'année suivante. «Des montants similaires ont peut-être déjà été trouvés ces dernières années mais la Région a utilisé beaucoup de one-shot. Je ne vois pas comment on pourra éviter l'austérité à moins d'assouplir la trajectoire budgétaire donnée à la Belgique», note un des chercheurs du CERPE.

Au total, sous les 5 prochaines années de législature, le déficit cumulé avoisinerait 2,1 milliards d'euros. Les perspectives dressées par l'Université de Namur n'envisagent pas de retour à l'équilibre avant 2021.

F.-X.L.